

Le budget

preuve le bilan enregistré, qui montre que les Canadiens ont bien réagi. À l'heure actuelle, près de 1,6 million de Canadiens de plus occupent un emploi qu'il y en avait en 1984. Les revenus moyens des familles et des particuliers n'ont cessé d'augmenter, tant en termes nominaux qu'après impôt. Sept cent cinquante mille Canadiens de moins vivent à l'heure actuelle sous le seuil de la pauvreté.

Des voix: Bravo!

M. Loiseau: Malgré les succès accomplis, il reste encore beaucoup à faire. Cela m'amène au deuxième élément de notre politique: la reprise en main de nos finances.

Permettez-moi de vous rappeler qu'en 1984 le gouvernement vivait au-dessus de ses moyens. Il consacrait plus de dépenses à ses programmes et services qu'il ne recevait des impôts et des taxes et des autres recettes directes. C'est ainsi qu'il devait emprunter 16 milliards de dollars pour combler la différence entre les recettes et les dépenses de programmes. De plus, sur un autre plan, les frais d'intérêt annuels sur la dette de 200 milliards de dollars atteignaient plus de 22 milliards de dollars.

Nous avons reconnu qu'il fallait nous attaquer en priorité au déficit de programmes, et nous avons déployé de vastes efforts, des efforts soutenus pour réduire les dépenses. Notre première priorité était de réduire le coût de fonctionnement de l'État, c'est-à-dire les coûts quotidiens de fonctionnement des ministères, comprenant notamment les traitements, les voyages, l'équipement et l'entretien.

Au cours de la période de cinq ans, depuis 1984, ces dépenses ont été ramenées de 17,4 milliards à 16,8 milliards de dollars. Le fonctionnement de l'État exige moins d'argent malgré l'accroissement de la charge de travail.

Ainsi, en décembre dernier, mon collègue, le président du Conseil du Trésor (M. de Cotret) a annoncé d'autres mesures visant à éliminer le gaspillage et à améliorer l'efficacité. Nous poursuivons les efforts déployés pour réduire les frais généraux de l'État.

Nous nous sommes ensuite attaqués à la révision des programmes gouvernementaux. Nous avons entrepris des efforts d'envergure pour les réformer et les améliorer. Certains programmes désuets ont été éliminés, et d'autres ont été restructurés ou limités.

Grâce à une discipline rigoureuse et à une bonne gestion, les dépenses de programmes ont été ramenées de 19,5 p. 100 de l'économie, en 1984, à 16 p. 100 cette année, ce qui équivaut à une réduction de 22 milliards de dollars de dépenses.

Des voix: Bravo!

M. Loiseau: Évidemment, les dépenses trop élevées n'étaient pas la seule cause de notre problème financier. Nous étions aussi bien conscients que les recettes avaient

diminué en proportion du revenu national. Les allègements fiscaux spéciaux et les lacunes du régime de la taxe de vente contribuaient à cette diminution. En éliminant les échappatoires et les allègements fiscaux et en réformant le régime fiscal, nous avons accru les recettes. En proportion du revenu national, les recettes sont maintenant revenues à leur niveau moyen des années 1970.

[Traduction]

En 1987-1988, nous avons atteint une étape importante sur la voie de la solidité financière, alors que le déficit de fonctionnement des programmes a été transformé en un léger excédent. Cet excédent de fonctionnement s'établit à l'heure actuelle à 9 milliards de dollars. Il résulte d'un changement structurel fondamental de l'équilibre entre les dépenses et les recettes. Et 70 p. 100 des progrès accomplis sont le résultat de compressions des dépenses et non d'augmentations des recettes.

L'excédent des dépenses de programmes signifie que nous nous attaquons au deuxième élément du problème du déficit. Malgré que la croissance annuelle de la dette soit tombée de 24 p. 100 par année en 1984 à moins de 10 p. 100, elle augmente encore plus rapidement que l'économie—plus rapidement que notre capacité de payer.

Le déficit de 200 milliards de dollars dont nous avons hérité en 1984 a augmenté de 150 milliards. Plus de 80 p. 100 de la hausse sont attribuables aux intérêts composés sur la dette de départ. Cela démontre clairement combien il est urgent—et combien il est difficile—de briser le cycle de la dette. Cela permet aussi d'expliquer pourquoi le déficit annuel s'élève toujours à 30 milliards de dollars, malgré la réduction des dépenses et l'accroissement des recettes.

[Français]

Oui, madame la Présidente, la dette de 200 milliards nous entraînait des dépenses d'intérêts de 22 milliards chaque année, pour lesquelles nous n'avions pas d'argent puisqu'on nous avait laissé aussi un déficit qui ne nous permettait même pas de financer l'épicerie. . . De 16 milliards, nous avons transformé cette situation négative en situation positive, avec un surplus de neuf milliards de dollars cette année.

[Traduction]

Donc 80 p. 100 de l'augmentation est attribuable à l'intérêt composé sur la dette originale. Comment peut-on payer une dette sans payer l'intérêt qui est dû et où prend-on l'argent si l'on a un déficit? La croissance de la dette publique finira par miner l'avenir que nous désirons pour nos enfants si elle n'est pas maîtrisée. Nous devons protéger l'avenir de tous les Canadiens qui ne sont pas encore nés. La façon la plus efficace de régler ce problème est de s'attaquer à l'inflation, qui est trop élevée. C'est le seul moyen de faire baisser les taux d'intérêt et